

TSA

vendredi 2 octobre 2015 |

# Les patrons s'alarment sur les conséquences de la baisse du dinar sur l'investissement



(FCE - © D.R.)

L'université d'été du FCE a été clôturée, ce vendredi 2 octobre. Ouverts mercredi 30 septembre, ces trois jours ont été l'occasion pour les patrons de débattre des solutions pour faire face à la crise pétrolière. Les chefs d'entreprises algériens sont inquiets de la situation économique du pays, mais tentent de se montrer optimistes et rassurants sur l'avenir.

Organisées en panels – constitués de chefs d'entreprises, experts et dirigeants d'institutions (banques, bourse...) – les séances de travail ont consisté à exposer les défis auxquels fait face l'économie algérienne et ont tenté de dégager des pistes de réflexion pour répondre à la crise.

## **Baisse du dinar : des investissements remis en cause**

Bien qu'ils estiment que la baisse du dinar est nécessaire pour réduire la facture des importations, les chefs d'entreprise s'alarment des conséquences sur l'investissement : beaucoup pensent annuler leurs projets parce que cela impacte les prix des importations de matières premières et autres intrants, ce qui renchérit l'investissement. L'un d'entre eux préconise carrément la mise en place de deux taux de change du dinar : l'un serait dédié à l'investissement et protégerait contre les fluctuations de la valeur de cette monnaie. Une telle mesure est pourtant interdite par le FMI. Plus réalistes, d'autres

comme Mehdi Bendimerad, appellent à l'autorisation effective par la Banque d'Algérie de l'achat de devise à termes, afin de se prémunir des risques de change.

## **Subventions : un jeu d'équilibriste pour le gouvernement**

Les patrons algériens ont rappelé que la politique de subvention est intenable. Budgétivores, les soutiens des prix mobilisent des sommes considérables, qui pourraient être utilisées pour financer l'économie. Cela dit, ils reconnaissent l'importance sociale des subventions, permettant de préserver le pouvoir d'achat des Algériens. Il faut, selon les patrons, « trouver la formule qui permet de les réduire [les subventions, NDLR] tout en préservant le citoyen ».

## **Accès au financement et dynamisation du marché boursier**

Un expert de la multinationale Tell Group, spécialisée dans les questions financières, Alexandre Kateb, rappelle que les financements bancaires (crédit) ne représentent que 15% du PIB : « c'est dérisoire par rapport aux pays de la région », estime-t-il. En plus de l'encouragement de ce modèle classique en aidant les banques, notamment publiques, à évoluer, Kateb indique que les financements alternatifs sur les marchés de capitaux (emprunts obligataires, par exemple), sont une solution complémentaire.

De son côté, le directeur de l'Autorité de régulation de la bourse (Cosob) estime que la bourse constitue un moyen de capter l'épargne pour financer les entreprises. Cela dit, il s'est montré critique envers la politique du gouvernement en termes d'introduction en bourse de certaines entreprises publiques : « L'État perd en crédibilité lorsqu'il annonce que 8 entreprises publiques vont être introduites en bourse, alors que la Cosob n'a toujours reçu aucun dossier », a-t-il déclaré. Il rappelle que cette introduction contribuerait à apporter du volume et de la liquidité sur le marché boursier, deux conditions pour dynamiser la bourse d'Alger.

## **Les TIC, parent-pauvre de la stratégie nationale**

Par ailleurs, le FCE a déploré le fait que le secteur des technologies de l'information soit délaissé. Les patrons appellent à trouver des leviers pour rattraper les retards voire mieux : passer du stade d'importateur à exportateur de tic.

« L'économie numérique est un train que l'Algérie peut prendre en marche facilement et rapidement », selon un des entrepreneurs du panel. Pour lui, l'Algérie a la possibilité de rattraper le *gap* en un temps record.

Pour cela, le FCE propose l'application d'une fiscalité adaptée, notamment à travers des crédits d'impôts : accorder un délai aux start-up pour payer les impôts, afin de pouvoir injecter des fonds dans la recherche, le temps de développer des produits et avoir des brevets qui rapportent de l'argent.

Enfin, les experts et intervenants rappellent l'importance d'intégrer l'entreprise dans l'université, ce qui permet de créer des synergies. « Il faut un rapprochement des

entreprises des pôles de recherche, et les entreprises doivent être à l'écoute des chercheurs, afin de développer des solutions « vendables » et viables.

## **Débureaucratiser la gestion de l'économie nationale**

L'un des points centraux de l'argumentaire du FCE réside dans la fluidification de la gestion de l'économie. Pour y parvenir, le FCE et le gouvernement ont mis en place des comités mixtes entre le patronat et chaque département ministériel. L'objectif est de mettre l'entreprise au centre de la politique économique.